

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 3 février 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

IMERYS CLERAC

La Gare

--

17270 Clérac

Références : 0100000864/2026/51

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2026 dans l'établissement IMERYS CLERAC implanté au lieu-dit « Perrin » - 17270 Clérac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- IMERYS CLERAC
- au lieu-dit « Perrin » - 17270 Clérac
- Code AIOT : 0100000864
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est une carrière à ciel ouvert d'argiles et de sables, autorisée à être exploitée par arrêté préfectoral du 3 avril 2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gerep	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
2	Portée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 03/04/2023, article 1.2.1	Sans objet
3	Identification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4	Sans objet
4	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13	Sans objet
5	Périmètre de l'exploitation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14-1	Sans objet
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 03/04/2023, article 7.1.7.2	Sans objet
7	PGD	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis	Sans objet
8	Espèces protégées	Arrêté Préfectoral du 03/04/2025, article 3.1.3	Sans objet
9	Porté à connaissance	Code de l'environnement du 19/01/2026, article R.181-46	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gerep

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation
Prescription contrôlée : « [...] L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III. »
Constats : La déclaration Gerep pour l'année 2024 a été réalisée. Ce constat n'appelle pas d'observations de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Portée de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2023, article 1.2.1
--

Thème(s) : Risques chroniques, Autorisation
Prescription contrôlée : Le tonnage maximal de matériaux autorisé à être extrait en 2024 est de 50 000 t d'argile et 50 000 t de sables.
Constats : Pour les extractions de 2024 et 2025, l'exploitant déclare une production qui respecte la limite imposée par l'arrêté préfectoral. Ce constat n'appelle pas d'observations de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Affichage
Prescription contrôlée : « L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie ou le plan de remise en état du site peut être consulté. »
Constats : Un panneau précisant les informations précitées est présent à l'entrée de la carrière. Ce constat n'appelle pas d'observations de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Sécurité du public
Prescription contrôlée : « Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des zones de stockage des déchets d'extraction inertes résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. »
Constats : L'inspection a constaté la mise en place d'une clôture efficace au Nord de l'entrée du site. Le danger est signalé par des pancartes comportant les mentions « Danger, Chantier interdit au public, propriété privée. » Ce constat n'appelle pas d'observations de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Périmètre de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 14-1
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : « Les bords des excavations des carrières à ciel ouvert sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. »
Constats : Le plan d'exploitation de la carrière consulté lors de l'inspection, daté du 16 janvier 2026, fait apparaître l'absence d'extraction dans la bande des 10 m. Ce constat n'appelle pas d'observations de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2023, article 71.7.2
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;• les bornes visées à l'article 71.2.2 ;• les bords de la fouille ;• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;• les relevés bathymétriques ;• les zones remises en état ;• les voies de circulation ;• les installations de toute nature (bascule, locaux, installations de traitement,...) ;• les limites de garantie du périmètre exploitable visés à l'art. 1.2.3.2 ; [...] Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose d'un plan mis à jour il y a moins d'un an et présentant l'ensemble des éléments susmentionnés. Ce constat n'appelle pas d'observations de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : PGD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16bis
Thème(s) : Risques chroniques, Registres et plans
Prescription contrôlée : « L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. [...] Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et, dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet. »
Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter est daté du 3 avril 2023. Le plan de gestion des déchets d'extraction a été transmis dans le cadre du dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

<p>Lors de la visite, l'échéance du 24 novembre 2026 mentionnée au 3^e paragraphe de l'article 27 du règlement 2024/1252 du 11 avril 2024 établissant un cadre visant à garantir un approvisionnement sûr et durable en matières premières critiques est abordée. Des informations/rappels seront diffusés par l'inspection aux exploitants.</p> <p>Ce constat n'appelle pas d'observations de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Espèces protégées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/04/2025, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion à transmettre au SPN
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce plan de gestion est transmis à la DREAL/SPN, pour validation, avant le 31 décembre 2024.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan de gestion pour la période 2024-2038 a été validé par courriel du 01/08/2025, sous réserve d'ajouter des indicateurs de suivis. Par courriel du 18/12/2025, les indicateurs de suivi ont été transmis.</p> <p>Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Porté à connaissance

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/01/2026, article R.181-46
Thème(s) : Risques chroniques, Porté à connaissance
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le porté à connaissance reçu par le Préfet le 31/05/2025 est en cours d'instruction et porte sur les modifications des conditions d'exploitation en application de l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Des points du dossier ont été discutés lors de l'inspection et vu lors de la visite terrain (pérennisation de la sortie temporaire, modifications sur le défrichement...).</p> <p>Ces constats n'appellent pas d'observations de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite